



GREEN FORUM

2012

Quelle relance écologique
pour l'économie européenne ?

A green path of growth
for the european economy ?



Jeudi 27 et vendredi 28 septembre 2012
Thursday 27th & Friday 28th September 2012

Maison de la Chimie / 28 rue St Dominique 75007 Paris

WWF

Le WWF est l'une des premières organisations indépendantes de protection de l'environnement dans le monde. Avec un réseau actif dans plus de 100 pays et fort du soutien de 5 millions de membres, le WWF œuvre pour mettre un frein à la dégradation de l'environnement naturel et construire un avenir où les humains vivent en harmonie avec la nature.

Avec ses bénévoles et le soutien de ses 190 000 donateurs, le WWF France mène depuis 1973, des actions concrètes pour sauvegarder les milieux naturels et leurs espèces, assurer la promotion de modes de vie durables, former les décideurs, accompagner les entreprises dans la réduction de leur empreinte écologique et éduquer les jeunes publics.

WWF is one of the world's largest independent conservation organizations with 5 million supporters, WWF is a global organization acting locally through a network of over 100 offices around the world. WWF's mission is to stop the degradation of the natural environment and to build a future in which humans live in harmony with nature.

Supported by volunteers and 190,000 donors, WWF France has carried out since 1973 concrete actions in order to protect natural places and the species who inhabit them, promote sustainable lifestyles, train decision makers, accompany businesses to reduce their carbon footprints, and educate children.

GREEN FORUM

Depuis six ans, le Green Forum vise à donner aux décideurs politiques et économiques des clés pour comprendre les enjeux environnementaux et sociétaux actuels, mettre en exergue les bonnes pratiques qui ont déjà fait leurs preuves à l'étranger ou en France, et partager les leviers de changement pour faciliter la transition écologique.

For six years, the Green Forum has been aiming to provide political and economical decision makers the keys to understanding current environmental and societal challenges, highlight best practices that have already proved effective in France or other countries, and share levers for change in order to facilitate ecological transition.

Merci à l'ensemble des bénévoles qui ont rendu possible l'événement et notamment Elaine Clarke, Lauren Charron, et Claire Wilson, mais aussi aux partenaires qui nous ont aidé à la construction de ce programme : Sébastien Godinot et Philippe Carr de l'EPO, Nadège Chambon de Notre Europe, Elise Coudane, Benoît Martimort-Asso et Sébastien Treyer de l'Iddri. Enfin, merci aux salariés du WWF France, notamment à Jacques-Olivier Barthes, Arnaud Gauffier, Peggy Briset, Raskal et Matthieu Coget pour leurs contributions à cet événement.

© Concept & design by © ArthurSteenHorneAdamson

© 1986 Panda Symbol WWF - World Wide Fund For nature (Formerly World Wildlife Fund)
® "WWF" & "living planet" are WWF Registered Trademarks / "WWF" & "Pour une planète vivante" sont des marques déposées.

WWF France. 1 carrefour de Longchamp. 75016 Paris.

EDITO / EDITORIAL

« Ecologie » et « économie » ont la même étymologie grecque : « oikos », « maison ». De l'échelle domestique nous sommes passés à l'échelle planétaire. L'économie administre aujourd'hui la production, la distribution et la consommation des biens et services issus des ressources naturelles et énergétiques. L'écologie étudie les écosystèmes, leurs interactions, et leurs évolutions liées à l'impact des activités humaines.

Ces deux disciplines, souvent opposées dans les discours, sont intrinsèquement liées depuis toujours. Le capital naturel de notre planète est la base du capital financier de nos économies. Aujourd'hui, à l'urgence de la crise écologique s'impose la nécessité d'un plan de sortie de la crise financière qui soit durable sur les plans économique, environnemental et social. Ne pas prendre de distance face au modèle économique actuel ne ferait que creuser le déficit écologique de nos économies en aggravant les causes profondes de la prochaine crise. Les problèmes que nous devons affronter ont des solutions communes, il suffit de changer notre approche et considérer l'écologie comme une partie de la solution.

Quelle relance écologique souhaitons-nous pour l'économie européenne ? Nous attendons que les dirigeants français et européens intègrent désormais les critères écologiques dans les processus décisionnels car sans la conservation du capital naturel il n'y aura pas de prospérité durable.

Nous pouvons utiliser la contrainte environnementale comme un levier pour consolider l'avenir de la construction européenne et favoriser le développement des filières vertes, innovantes et prometteuses en termes d'emplois et d'investissement. Le prochain exercice budgétaire européen peut devenir un instrument important de la transition vers un modèle économique du moindre impact. Un effort conjoint des différentes politiques publiques est nécessaire pour atteindre les objectifs de la stratégie Europe 2020 et nos engagements en termes de protection de la biodiversité.

Nous sommes réunis pour une nouvelle université de rentrée ; pour nous enrichir des dernières recherches dans ce domaine, pour s'inspirer des contributions de nos différents intervenants et pour chercher des solutions communes aux enjeux environnementaux, énergétiques, agricoles et halieutiques qui feront l'Europe de demain. Une Europe plus écologique, plus juste et plus forte, est à l'honneur de cette 6ème édition du Green Forum.



Isabelle AUTISSIER,
Présidente du WWF France
President of WWF France

“Ecology” and “Economics” have the same greek etymology: “oikos”, “house”. From a domestic scale, we move to a global scale. Nowadays, economics governs production, distribution and consumption of goods and services from natural and energy resources. Ecology is the study of the ecosystems, their relations, and how they can be modified by human activities.

Often considered as opposites in theory, those two disciplines have in fact always been intrinsically linked. With the current ecology and financial crisis, there is a need of long-term economical, environmental and social plans to recover. It is important to step back from the actual economical model in order to avoid the increase of the ecologic deficit and aggravate the causes of the upcoming economic crisis. The problems we face have common solutions; we just have to change our approach and to consider ecology as part of the solution.

What ecological refutation do we want for the European economy? We would like French and European leaders to include green criteria in decision-making because, without the preservation of the natural capital, there won't be a durable prosperity.

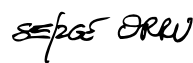
We can use ecological constraints as a financial lever to consolidate the construction of Europe and favour innovating green technologies, generating employment and new investments.

The next seven years, European budget or Multiannual Financial Framework 2014-2020, is an opportunity to build a stronger and more forward-thinking Europe and start investing in it.

Only a common endeavour from public policies could bring us to a significant decrease in greenhouse gas emissions, further the aims of the Europe 2020 strategy and fulfil our commitments in terms of biodiversity protection.

We meet again for a new edition of the Green Forum, to learn from latest research, to build on our participant's contributions and to find common solutions to environmental, energy-related, agricultural and fishery challenges for tomorrow's Europe.

A greener, fairer and stronger Europe is at the heart of the 6th edition of the Green Forum.



Serge ORRU,
Directeur Général du WWF France
WWF France CEO

PARTENAIRES / PARTNERSHIPS



Institut de recherche sur les politiques, l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri) a pour objectif d'élaborer et de partager des clés d'analyse et de compréhension des enjeux stratégiques du développement durable dans une perspective mondiale. Institut indépendant, l'Iddri accompagne les différents acteurs dans la réflexion sur la gouvernance mondiale des grands problèmes collectifs que sont la lutte contre le changement climatique, la protection de la biodiversité, la sécurité alimentaire ou l'urbanisation et participe aux travaux sur la redéfinition des trajectoires de développement.

The Institute for Sustainable Development and International Relations (IDDRI) is a non-profit policy research institute. Its objective is to determine and share the keys for analyzing and understanding strategic issues linked to sustainable development from a global perspective. As an independent institute, IDDRI helps stakeholders in deliberating on global governance of the major issues of common interest: action to attenuate climate change, to protect biodiversity, to enhance food security and to manage urbanisation. IDDRI also takes part in efforts to reframe development pathways.

<http://www.iddri.org>



Créée sous l'impulsion de Jacques Delors en 1996, l'association Notre Europe souhaite « penser l'unité européenne », c'est-à-dire contribuer à une union plus étroite des peuples d'Europe. Elle participe aux débats d'actualité avec le recul de l'analyse et la pertinence des propositions d'action. Elle a également pour objectif de promouvoir l'implication active des citoyens et de la société civile dans le processus de construction communautaire et l'émergence d'un espace public européen.

Under the guidance of Jacques Delors who created Notre Europe in 1996, the association hopes to "think a united Europe," in other words to contribute to a closer union of the peoples of Europe. The association participates in current debates, with positions informed through detailed policy analysis and concrete policy proposals. It is equally devoted to promoting the active engagement of citizens and civil society in the process of community construction and the creation of a European public space.

<http://www.notre-europe.eu>



Le réseau Entrepreneurs d'avenir, créé en 2009, soutenu par Generali, réunit plusieurs centaines de dirigeants d'entreprise qui s'engagent pour promouvoir un nouveau modèle pour l'entreprise conjuguant progrès économique, social et environnemental. Entrepreneurs d'avenir s'adresse aux dirigeants engagés sur le chemin de la responsabilité sociétale, conscients que cette démarche est source d'opportunités pour le développement de leur entreprise et la société.

Le réseau Entrepreneurs d'avenir was created in 2009, and supported by Generali. Today it forms a network of several hundred business leaders, who are committed to promoting a new business model based on economic, social and environmental progress. It is aimed towards managers who are committed to a path of social responsibility, and who are aware of the opportunities created by this approach in terms of developing both business and society.

<http://www.entrepreneursdavenir.com>

MECENES / SPONSORS



Alcatel-Lucent est un expert de l'innovation technologique ainsi qu'un leader des produits et des services réseau et télécoms. La compagnie abrite les Bell Labs, l'un des centres de recherche les plus en pointe de ce secteur. Alcatel-Lucent a pour objectif de proposer des communications plus durables, plus abordables et plus accessibles afin de « révéler tout le potentiel d'un monde connecté ». Les trois priorités de l'entreprise en matière de RSE sont : la responsabilité environnementale, l'accompagnement et le développement du capital humain, et le renforcement de l'inclusion numérique.

Alcatel-Lucent is a leading innovator in the field of networking and communications technology, products and services. The company is home to Bell Labs, one of the world's foremost research centers for the networking and communications industry.

Alcatel-Lucent aims to make communications more sustainable, more affordable and more accessible, with a mission "to realize the potential of a connected world".

The company has three core Corporate Responsibility priorities for sustainability: environmental sustainability; supporting and developing human capital; and achieving digital inclusion.

<http://www.alcatel-lucent.fr>



CA Cheuvreux, courtier européen du Groupe Crédit Agricole, a été le premier broker à signer en septembre 2008 les Principes pour l'Investissement Responsable (PRI) établis sous l'égide des Nations unies. Cette décision a constitué une étape majeure dans son engagement à placer les problématiques Environnementales, Sociales et de Gouvernance (ESG) au cœur de son développement, à la fois en tant que broker actions et société responsable. Classé No.1 pour sa recherche ISR/développement durable par Thomson Extel 2012, l'équipe d'analystes de CA Cheuvreux conseillent les investisseurs et publient des études sur différentes thématiques liées aux enjeux économiques du développement durable tels que le changement climatique, l'économie verte et sociale, l'éthique des affaires et la gouvernance des entreprises.

CA Cheuvreux was the first European brokerage firm to sign the United Nations Principles for Responsible Investment (PRI) in November 2008. This was a major step in placing Environmental Social and Governance (ESG) at the heart of its development, as an equity broker and also as a responsible company.

Ranked No. 1 for SRI/Sustainability research in the Thomson Extel 2012 survey, the team of analysts at CA Cheuvreux provide a service to investors and publish thematic reports on economic issues linked to sustainable development, such as climate change, environmental, social and business ethics, and corporate governance.

<http://www.cheuvreux.com>



Groupe de conseil en communication, Public Système Hopscoth est expert des relations publiques et de l'événement, et l'un des acteurs majeurs du web social. Fédérés autour de trois valeurs - l'Innovation, l'Entrepreneuriat, et la Responsabilité sociétale - les collaborateurs du Groupe conseillent marques, entreprises et institutions, en France et à l'international. Ils les aident à atteindre leurs objectifs d'image et de réputation, à mobiliser leurs publics externes et internes et à développer leur business.

An independent communication group, Public Système Hopscoth is a leader in public relations and event-based communication, digital communications and social media marketing. Three values - innovation, entrepreneurship and social responsibility - are shared by the group's employees. They assist brands, companies and institutions in France and internationally to achieve their objectives in terms of raising awareness, managing reputation, maintaining internal and external relationships, and business development.

<http://www.publicsystemehopscotch.com>

PARTENAIRES COMMUNICATION / COMMUNICATION PARTNERS



Ausein d'un réseau de 15 rédactions nationales, EurActiv.fr est le principal média français dédié aux politiques européennes, et un outil de veille consulté par près de 60 000 décideurs politiques, économiques et relais d'opinion. Journal indépendant, EurActiv.fr décrypte les politiques européennes en France en couvrant le processus législatif depuis les débats publics jusqu'à la mise en oeuvre des lois et replace dans leur contexte européen les grands dossiers de l'actualité française.

As part of a 15 country media network, EurActiv.fr is the leading French online medium dedicated to European policies and a monitoring tool consulted by around 60,000 policy makers, economic decision makers and multipliers. An independent media portal, EurActiv.fr deciphers European policies in France by covering the legislative process from public debate to implementation, and presents French current affairs in a European context.

<http://www.euractiv.fr>



La Maison de l'Europe de Paris propose aux Parisiens et aux Franciliens de vivre l'Europe au quotidien. Elle est un point de rencontre pour toutes celles et tous ceux qui éprouvent le besoin de débattre des projets et dossier européens sans être nécessairement des spécialistes ou des convaincus. Elle est aussi un lieu ouvert au public et offrant un service d'information personnalisé.

The 'Maison de l'Europe de Paris' provides a service to all in the Paris region who are interested in living a European life. It is a meeting point for anyone, not only specialists, who wish to take part in discussions concerning European issues and projects. It is open to the general public and offers a personalised service.

<http://www.paris-europe.eu>



Le Mouvement Européen France (ME-F), fondé en 1949, est une association qui regroupe, au-delà de leur appartenance politique, les hommes, les femmes et les associations qui souhaitent s'engager en faveur de plus d'intégration européenne. Il organise de nombreux événements - débats, cycles et grands rendez-vous - dans toute la France, grâce à ses 44 sections locales très dynamiques et nombreuses.

The French European Movement, founded in 1949, is an association gathering, regardless of their political affiliation, men, women and associations wishing to promote more European integration. It organizes several events - debates, cycles, forums - throughout all France, thanks to its 44 and dynamic local sections.

<http://www.mouvement-europeen.eu>

JEUDI 27 SEPTEMBRE

8H30 - 9H00 : ACCUEIL - CAFÉ

9h00 - 9h15 : OUVERTURE DU GREEN FORUM Discours d'**Isabelle Autissier**, Présidente du WWF France

9h15 - 9h30 : PRÉSENTATION du rapport *Environmental indicator report 2012 : ecosystems resilience and resource efficiency in a green economy in Europe* par **Thomas Henrichs**, Chargé de projet « Evaluations environnementales intégrées » de l'Agence Européenne pour l'Environnement

9h30 - 11h00 : TABLE RONDE **L'économie verte en Europe : quelle définition ? Quels objectifs ?**

Les crises écologique et financière auxquelles font face les Etats européens ont des racines communes. Une stratégie de sortie de crise à l'échelle européenne ne peut faire l'impasse sur les questions environnementales. Il est souhaitable de définir le périmètre d'une transition vers un modèle économique soutenable, intégrant efficacité économique, justice sociale et respect de l'environnement. L'approche économique court-termiste a échoué, transmettant aux générations futures une dette écologique et économique. En quoi l'économie verte peut-elle apporter des réponses à ces enjeux ?

Thomas Henrichs, Chargé de projet « Evaluations environnementales intégrées » de l'Agence Européenne pour l'Environnement (AEE)

Tony Long, Directeur du Bureau européen (EPO) du WWF

Fanny Demassieux, Coordinatrice du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE)

« Utilisation efficace des ressources », Chef de l'Unité Consommation responsable - Service Consommation et Production Durables

Eloi Laurent, Economiste et conseiller scientifique à l'Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE), Professeur à la Stanford University et à Sciences Po Paris, Co-auteur de *L'économie verte contre la crise* (2012), Presses Universitaires de France

Table Ronde présidée par **Jean-Christophe Boulanger**, Directeur, EurActiv.fr

11h00 - 11h30 : PAUSE

11h30 - 13h00 : TABLE RONDE **Quels sont les leviers de financement et d'investissement pour la relance écologique de l'économie européenne ?**

Une relance écologique de l'économie Européenne nécessiterait d'engager investisseurs et marchés financiers vers des solutions de long terme pour soutenir les secteurs d'avenir. Quels nouveaux outils seraient alors à leur disposition ? Quel pourrait-être le rôle des Partenariats Publics/Privés ? Quels scénarios pourrait-on explorer pour verdir l'investissement et les marchés ?

Michel Aglietta, Professeur de Sciences économiques à l'Université de Paris-X Nanterre, Conseiller au Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII)

Dimitri Zenghelis, Chercheur émérite invité à l'Institut de recherche Grantham - London School of Economics, Chercheur Associé de Chatham House et Conseiller économique senior chez Cisco, Co-auteur du rapport Stern dont il a dirigé la rédaction entre 2007 et 2008.

Ivan Fauchaux, Directeur de programme Energie, économie circulaire, Commissariat général à l'investissement

Nathalie Girouard, Coordinatrice pour la croissance verte et le développement durable, Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE)

Stuart Clenaghan, Directeur d'Eco System Services Limited, Conseiller de la "Climate Bonds Initiative"

Table Ronde présidée par **Stéphane Voisin**, Responsable de l'Investissement socialement responsable (ISR) et du programme « Sustainability Research », CA Cheuvreux.

13h00 - 14h30 : PAUSE DÉJEUNER

THURSDAY 27TH SEPTEMBER

8H30 - 9H00: WELCOME

9H00 - 9H15: OPENING SPEECH by **Isabelle Autissier**, President of WWF France

9H15 - 9H30: PRESENTATION of the *Environmental indicator report 2012 : ecosystems resilience and resource efficiency in a green economy in Europe* by **Thomas Henrichs**, Project manager - Integrated environmental assessments at the European Environment Agency (EEA)

9H30 - 11H00: ROUND TABLE A European green economy: how do we define it? Why build it? Who can benefit?

The ecological and financial crises faced by European states have common roots. A strategy for a durable European recovery cannot ignore the environmental problems we are facing. A transition towards a sustainable economic model needs to integrate economic efficiency, social justice and respect for the environment into its vision, otherwise we risk repeating past mistakes. At present our short-term approach has failed us and is creating debts for generations to come. What can green economic theory can provide?

Thomas Henrichs, Project manager - Integrated environmental assessments at the European Environment Agency (EEA)

Tony Long, Director of the European Policy Office (EPO) WWF

Fanny Demassieux, Coordinator – Resource efficiency subprogramme / Head, Responsible Consumption Unit - Sustainable Consumption and Production Branch at the United Nations Environment Programme (UNEP)

Eloi Laurent, Economist and Scientific advisor at the French Observatory of Economic Conditions (OFCE), Professor at the Stanford University and Sciences Po-Paris, Co-author of *L' économie verte contre la crise* (2012), Presses Universitaires de France.

Head of the round table: **Jean-Christophe Boulanger**, Director of EurActiv.fr

11H00 - 11H30: BREAK

11H30 - 13H00: ROUND TABLE How can a green economic recovery in Europe be financed?

A vital factor in implementing a green recovery of the economy will be the long-term investment in the lead sectors of the future. What financial tools do we have in order to support green investment? What role can public/private partnerships play?

Michel Aglietta, Professor of Economic Sciences at the University Paris X Nanterre, Advisor at the CEPII (International Information and Prospective Studies Center)

Dimitri Zenghelis, Visiting Senior Fellow at the Grantham Research Institute – London School of Economics (LSE), Associate Fellow of the Energy, Environment and Development Programme at Chatham House, Senior Economic Advisor to Cisco. Between 2007 and 2008, he was Head of the Stern Review Team

Ivan Fauchaux, Energy and Circular Economy Program Director, French PM Office for Investment

Nathalie Girouard, Coordinator Green Growth and Sustainable Development, Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD)

Stuart Clenaghan, Principal of Eco System Services Limited and Advisor to the Climate Bonds Initiative

Head of the round table: **Stéphane Voisin**, Head of Sustainability Research & Responsible Investment, CA Cheuvreux

13H00 - 14H30: LUNCH BREAK

JEUDI 27 SEPTEMBRE

14h30 -14h45 : PRÉSENTATION du rapport *Unlocking the potential of the EU budget* par **Sébastien Godinot**, Économiste au Bureau européen (EPO) du WWF

14h45 -16h00 : TABLE RONDE Quel budget pour une Europe plus soutenable ?

Le budget actuel de l'Union Européenne soutient un modèle économique qui ne semble pas en capacité de répondre au contexte de raréfaction des ressources énergétiques et naturelles. Dans le cadre financier pluriannuel (CFP) 2014-2020, le budget européen des sept prochaines années présente une opportunité unique de redessiner les contours d'une Europe forte et tournée vers l'avenir. En ces temps de contraintes budgétaires, il apparaît économiquement souhaitable de s'interroger sur « le mieux dépenser » afin d'anticiper les grands défis à venir. Avec quels instruments l'Europe accompagnera-t-elle la transition écologique de nos économies et de nos sociétés ? Quelles décisions peuvent nous amener à un budget plus soutenable, plus respectueux de l'homme et de notre capital naturel ?

Sébastien Godinot, Économiste au Bureau européen (EPO) du WWF

Sandrine Bélier, Députée européenne, Groupe des Verts / Alliance libre européenne, Commission Envi

Patrick Ten Brink, Chercheur senior à l' Institute for European Environmental Policy (IEEP)

Table Ronde présidée par **Eulalia Rubio**, Chercheur senior, Responsable des questions économiques, sociales et budgétaires à Notre Europe, Co-auteur de *Europe for growth – for a radical change in financing Europe*, Notre Europe

16h00 - 16h15 : PAUSE

16h15 - 18h00 : TABLE RONDE Réforme de la Politique Agricole Commune (PAC) : une opportunité manquée pour la transition du modèle agricole européen vers l'économie verte ?

La renégociation de la Politique Agricole Commune (PAC) pour la période 2014-2020 est l'occasion unique d'enclencher la transition de nos territoires et de nos modèles de production agricole vers plus de soutenabilité. Pourtant les quelques mesures visant à rendre la PAC plus écologique et plus équitable risquent de sortir très affaiblies des négociations. Etant donné les perspectives financières actuelles, l'opportunité de re-légitimer près de 40% du budget de l'Union Européenne risque de ne pas se représenter de sitôt. Il reste moins d'un an aux Etats membres et au Parlement européen pour inverser la tendance et relever les défis écologiques et sociaux du 21e siècle.

Allan Buckwell, Chercheur senior à l'Institut for European Environmental Policy (IEEP)

Viviane Gravey, Chargée d'études agriculture et changement climatique à l'Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri)

Quentin Delachapelle, Agriculteur en Champagne-Ardenne et administrateur de la Fédération Nationale des Centres d'Initiatives pour Valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (FNCIVAM)

Isabelle Laudon, Coordinatrice politiques publiques du WWF France

Table Ronde présidée par **Xavier Poux**, Membre du bureau Forum européen pour la conservation de la nature et le pastoralisme (EFNCP), ASca

THURSDAY 27TH SEPTEMBER

14H30 -14H45: PRESENTATION Presentation of the report *Unlocking the potential of the EU budget* by **Sébastien Godinot**, Economist at the European Policy Office (EPO) WWF

14H45 -16H00: ROUND TABLE A greener budget for a more sustainable Europe?

The current EU budget supports an economic model that does not appear to take into account the decline of energy and natural resources. The next seven-year European budget or Multiannual Financial Framework 2014-2020, is an opportunity to rebuild a stronger and more forward-thinking Europe and start investing in it. In these times of budgetary constraints, we must carefully consider how we spend public money in order to anticipate the major challenges faced in the future. What tools does Europe need to facilitate the shift towards a green economy that respects the limits of our planet? Which decisions will lead towards a budget that is more respectful of people and our natural capital?

Sébastien Godinot, Economist at the European Policy Office (EPO) WWF

Sandrine Bélier, European Deputy, Group of the Greens, European Free Alliance, Committee Envi

Patrick Ten Brink, Senior Analyst at the Institute for European Environmental Policy (IEEP)

Head of the round table: **Eulalia Rubio**, Senior Researcher in charge of economic, social and budgetary issues at Notre Europe, Co-author of *Europe for Growth : Towards a radical change in financing the EU*, Notre Europe

16H00 - 16H15: BREAK

16H15 - 18H00: ROUND TABLE Common Agricultural Policy (CAP): a lost opportunity to reform the European agricultural model towards a green economy?

The renegotiation of the Common Agricultural Policy (CAP) for the Multiannual Financial Framework 2014-2020 is an ideal opportunity to move towards a sustainable future for Europe's rural areas and agricultural sectors. However, given the weak policies being proposed, it is unlikely that the budget can seek future legitimacy. Member states and the European Parliament have only one year to change course and address the environmental and social challenges of the 21st century.

Allan Buckwell, Senior Research Fellow, Agriculture and Land Management Programme at the Institute for European Environmental Policy (IEEP)

Viviane Gravey, Research Fellow Agriculture and Climate Change at the Institute for Sustainable Development and International Relations (IDDRI)

Quentin Delachapelle, Farmer in the Champagne-Ardenne region and member of the board of FNCIVAM

Isabelle Laudon, Public Policy Coordinator of WWF France

Head of the round table: **Xavier Poux**, Member of the Board of the European Forum on Nature Conservation and Pastoralism (EFNCP), AScA

VENDREDI 28 SEPTEMBRE

8H30 - 9H00 : ACCUEIL - CAFÉ

9h00 - 9h15 : PRÉSENTATION du rapport *A new growth path for Europe* par **Diana Mangalagiu**, Professeur, School of Enterprise and the Environment, University of Oxford, Reims Management School

9h15 - 11h00 : TABLE RONDE Vers une Europe décarbonée à l'horizon 2050 : quelle politique énergétique pour participer à la relance écologique de l'économie européenne ?

Dans un contexte d'après-guerre doublé d'une crise économique majeure, les premiers Etats de l'Union ont su se rassembler autour des thématiques de l'énergie et de l'industrie, secteurs clefs de la solidarité entre les Nations. Soixante ans plus tard, dans le cadre stratégique de la « roadmap energy 2050 » publiée par la Commission en 2011, l'Union doit s'engager dans la décarbonisation de son système énergétique. Ce nouveau modèle énergétique et industriel sobre en carbone dessine une feuille de route pour le développement de sources d'énergie alternatives renouvelables, de technologies vertes, de réseaux de distribution intelligents qui sont autant d'opportunités de réindustrialiser l'Europe.

Diana Mangalagiu, Professeur, School of Enterprise and the Environment, University of Oxford, Reims Management School

Philippe Richard, Vice-Président des Bell Labs d'Alcatel-Lucent et responsable de la stratégie « Green »

Emmanuel Guérin, Directeur du programme climat de l'Iddri (Institut du développement durable et des relations internationales)

Pierre Ducret, Président de CDC-Climat, filiale de la Caisse des dépôts dédiée à la transition vers une économie verte

Table Ronde présidée par **Stephen Boucher**, Directeur Politiques européennes du climat à la Fondation Européenne pour le Climat (ECF)

11h00 - 11h30 : PAUSE

11h30 - 12h45 : SESSION DE CLOTURE Comment la France peut-elle mener une transition énergétique ambitieuse dans le cadre européen ?

Depuis toujours la France a joué un rôle clé dans la construction du projet européen. Elle a su insuffler au projet d'intégration, à la fois sur le plan social et sur le plan économique, force et vision. Quel rôle peut-elle jouer aujourd'hui dans le cadre de la transition énergétique en marche ?

Eva Hoos, Unité Efficacité Énergétique et Énergie intelligente, DG Energie, Commission Européenne

Laurence Tubiana, Directrice de l'Institut du développement durable et des relations Internationales (Iddri) et Directrice de la Chaire Développement durable de Sciences Po-Paris

Sami Andoura, Chercheur senior, Responsable des questions énergétiques et de la politique extérieure à Notre Europe, Co-auteur de *Vers une communauté européenne de l'énergie*, Notre Europe.

Bruno Rebelle, Directeur de Transitions

Table Ronde présidée par **Jean-Christophe Boulanger**, Directeur – EurActiv.fr

12h45 - 13h00 : CLOTURE DU GREEN FORUM par **Serge Orru**, Directeur Général du WWF France

FRIDAY 28TH SEPTEMBER

8H30 - 9H00: WELCOME

9H00 - 9H15: PRESENTATION of the report *A new growth path for Europe* by **Diana Mangalagiu**, Professor, School of Enterprise and the Environment, University of Oxford and Reims Management School

9H15 - 11H00: ROUND TABLE A low carbon Europe by 2050: what energy policies for a green economic recovery?

In post-war conditions, combined with a major economic crisis, the first European Union states were able to federate around the themes of energy and industry, the key sectors of solidarity between nations. Sixty years later, within the strategic framework of the “Energy Roadmap 2050” published by the European Commission in 2011, the EU is committed to the decarbonisation of energy systems. This new low-carbon model for energy and industry defines a map for developing alternative and renewable energy sources, green technologies and smart grids, which provide many opportunities to reindustrialise Europe.

Diana Mangalagiu, Professor, School of Enterprise and the Environment, University of Oxford and Reims Management School

Philippe Richard, Vice-Chair of Bell Labs at Alcatel-Lucent, head of the “green strategy”

Emmanuel Guérin, Climate Program Director at the Institute for Sustainable Development and International Relations (IDDRI)

Pierre Ducret, CEO of CDC-Climat

Head of the round table: **Stephen Boucher**, European climate policies Director at the European Climate Foundation (ECF)

11H00 - 11H30: BREAK

11H30 - 12H45: CLOSING SESSION How can France implement and lead an ambitious energy transition within the European framework?

Since the start of the European project, France has played an important role providing a vision on economic, financial, social and economic integration. What role can France play as the new energy transition is emerging ?

Eva Hoos, Energy Efficiency & Intelligent Energy Unit, DG ENER, European Commission

Laurence Tubiana, Director of the Institute for Sustainable Development and International Relations (IDDRI) and of the Sustainable Development Center at Sciences Po Paris

Sami Andoura, Senior researcher, in charge of energy issues and external policies at Notre Europe, Co-author of *Towards a European Energy Community*, Notre Europe

Bruno Rebelle, CEO Transitions

Head of the round table: **Jean-Christophe Boulanger**, Director of EurActiv.fr

12H45 - 13H00: CLOSING SPEECH by **Serge Orru**, WWF France CEO

Les Etats membres veulent avoir leur mot à dire sur l'avenir de l'Europe

Publié le 29 juin

Le 28 juin, pris par des questions plus pressantes, les dirigeants européens n'ont pas vraiment eu le temps de discuter de la future architecture politique de l'Union et de son budget à long terme. Ils se sont mis d'accord sur les prochaines étapes du processus de prise de décision dans le lequel les Etats membres auront un plus grand rôle à jouer.

Le rapport de Herman Van Rompuy, « Vers une véritable union économique et monétaire », a été débattu lors du dîner. Il s'agit du document considéré comme le plus important de ce sommet de deux jours censé se terminer aujourd'hui (29 juin).

Il devrait permettre d'ouvrir la voie à une intégration européenne renforcée. Il identifie en outre les pièces charnières de cette intégration, à savoir une union bancaire, une union budgétaire et des mesures en faveur d'une union politique.

Collaboration étroite avec les Etats membres

Le document présenté par M. Van Rompuy a fait sourciller les dirigeants des capitales européennes depuis sa publication le 26 juin. Ils ont donc réclamé un rapport de suivi d'ici la fin du mois d'octobre et que le quatuor des présidents travaille en étroite collaboration avec les Etats membres et le Parlement européen.

Ce quatuor est composé de M. Van Rompuy et des présidents de la Commission, de la Banque centrale européenne et de l'Eurogroupe.

M. Van Rompuy a expliqué à la presse qu'il ne serait pas facile d'être prêts d'ici octobre mais que c'était ce qu'avait décidé le Conseil.

« L'analyse est simple. Si nous voulons conserver la monnaie unique, plusieurs mesures doivent être prises dans le secteur financier, en matière de budget et de politique économique. Ces mesures doivent être accompagnées d'une légitimité démocratique et de responsabilités accrues. Nous parlerons du calendrier et de la nature de ces mesures », a-t-il déclaré. Discussions sur le budget à long terme

Les dirigeants européens se sont accordés sur la nécessité de conclure les négociations sur le budget de l'Union pour 2014-2020, le cadre financier pluriannuel, d'ici la fin de l'année. Jusqu'à présent, aucune date butoir n'a été définie

pour la clôture des négociations budgétaires.

La future présidence chypriote a récemment fait savoir qu'elle espérait conclure un « accord politique » avant la fin de l'année.

Des discussions importantes sur le budget 2014-2020 devraient en outre se tenir lors du sommet d'octobre.

M. Van Rompuy a expliqué que tous les dirigeants étaient d'accord sur la nécessité de transformer le budget de l'UE en un outil pour la croissance. Même s'il reste relativement modeste en comparaison au budget combiné de tous les Etats membres (environ 50 fois moindre), il peut faire une réelle différence, car il s'agit d'un budget d'investissement, a-t-il argué.

« Les discussions sur le CPF sont toujours des négociations politiques intéressantes. Il ne s'agit pas seulement de déterminer la somme d'argent qui sera dépensée et d'où proviendra cet argent, mais bien de déterminer à quels projets nous allouons ces fonds et de quelle manière nous les dépenserons. Ce n'est pas qu'une question d'argent », a déclaré M. Van Rompuy.

Le président du Conseil a en outre annoncé qu'il avait demandé aux dirigeants de l'informer de leurs priorités nationales pour le prochain budget de l'Union.

La présidence danoise du Conseil de l'UE a présenté un cadre de négociation pour les prochaines discussions budgétaires pour lequel M. Van Rompuy a chaleureusement remercié la première ministre du pays, Helle Thorning-Schmidt.

120 milliards d'euros pour stimuler la croissance et l'emploi
M. Van Rompuy a souligné que les dirigeants avaient également approuvé le pacte de croissance qui devrait permettre de mobiliser 120 milliards d'euros pour des mesures immédiates.

Mme Thorning-Schmidt a qualifié ce pacte de « lueur dans l'obscurité ». Elle a expliqué que les Européens pouvaient à présent voir que les dirigeants étaient capables de prendre des décisions pour stimuler la croissance.

Dans ce cadre, les dirigeants ont décidé que la Banque européenne d'investissement verrait son capital augmenter de 10 milliards d'euros, ce qui accroîtra sa capacité totale de prêt de 60 milliards d'euros.

Cette augmentation de capital est assortie de la promesse que les prêts de la BEI soient accordés aux pays les plus vulnérables, a ajouté M. Van Rompuy.

Les dirigeants ont également décidé que les fonds structurels non dépensés (55 milliards d'euros) seraient réalloués à des mesures en faveur des petites et moyennes entreprises et de l'emploi des jeunes.

Une phase pilote pour les nouveaux « project bonds », les emprunts obligataires pour le financement de projets (5 milliards d'euros), sera lancée cet été pour des initiatives dans les secteurs de l'énergie, des transports et du haut-débit.
EurActiv.com - traduit de l'anglais par Amandine Gillet

EU countries want their say in shaping Europe's future

Published 29 June 2012

spent little time yesterday (28 June) discussing the future political architecture of the Union and its long-term budget, agreeing only on the next steps of the decision-making process in which the member states would have a bigger role to play.

The report by Council President Herman Van Rompuy - "Toward a genuine economic and monetary union" - was discussed over dinner. It was seen as the most important document of the two-day summit, due to end today (29 June). The report outlines the process towards deeper EU integration and identifying the main building blocks - a banking union, a fiscal union and further steps towards a political union

'Close cooperation with member states'

The Van Rompuy document became public on 26 June, raising eyebrows in EU capitals. The EU leaders now want a follow-up report to be prepared by the end of October, and asked the quartet of EU presidents to draft it in close cooperation with member states and in liaison with the European Parliament.

The quartet consists of Van Rompuy and the heads of the Commission, European Central Bank and Eurogroup.

Van Rompuy told reporters it would be "quite a job to get it ready before the end of October", but this was what the Council had decided.

"The analysis is simple. If we are serious about the single currency, there are a number of steps that must be taken: in the financial sector, in fiscal matters, in economic policy. They must be accompanied by increased democratic legitimacy and accountability. We will talk about the timing and nature of the next steps," he said.

Long-term budget to be agreed by December

EU leaders agreed that it was necessary to conclude the negotiations on the Union's budget - or Multi-Annual Financial Framework - for 2014-2020 before the end of the year.

Up to now, no target date had been set for wrapping up the budget talks.

The incoming Cyprus presidency recently said they hoped for a "political agreement" before the end of the year, not a full agreement.

It also became clear that an important discussion on the 2014-2020 budget would take place at the October summit.

Van Rompuy said that all leaders had agreed that the EU's budget should be transformed into a tool for future growth. Even if it is relatively small compared to the budgets of all the member countries put together, (about 50 times smaller), it can make a real difference because it is an investment budget, he argued.

"The MFF discussions are always interesting political negotiations. They are not just about how much we can spend and where the money comes from, but also where we spend it and how we spend it. They are about more than just money," Van Rompuy said.

The Council president also announced that he had asked leaders to inform him what of their national priorities for the next EU budget.

The Danish EU presidency presented a "negotiating box" for the incoming budget talks, for which Van Rompuy warmly thanked the country's prime minister, Helle Thorning-Schmidt.

€120 billion plan to boost growth and jobs

Van Rompuy stressed that the leaders have also approved the so-called growth compact, which he said would mobilise €120 billion in "immediate measures."

Thorning-Schmidt called the pact "a light in the dark." She argued it will "give hope to the Europeans that we are capable of taking decisions that will create growth."

Within that framework, leaders decided that the European Investment Bank would see its capital increased by €10 billion, which will expand the bank's overall lending capacity by €60 billion.

The capital increase comes with a pledge to make sure EIB loans reach "the most vulnerable countries," Van Rompuy said.

Leaders also decided that unused structural funds (€55 billion) would be reallocated to measures for small and medium-sized enterprises and youth employment.

A pilot phase of the new project bonds (€5 billion) would be launched this summer for initiatives in energy, transport and broad-band infrastructure.

EurActiv.com

Investir dans la rénovation est une priorité pour Günther Oettinger

Publié 19 juin 2012

Le prochain budget de l'Union européenne devrait se concentrer davantage sur la rénovation des bâtiments pour les rendre plus efficaces sur le plan énergétique, a déclaré le commissaire européen à l'énergie, Günther Oettinger, après que les Etats membres ont officiellement approuvé la directive sur l'efficacité énergétique.

Le 16 juin à Luxembourg, à l'issue de la réunion des ministres de l'énergie qui a permis de conclure un accord officiel sur la directive relative à l'efficacité énergétique, M. Oettinger a prévenu les Etats membres qu'ils ne pourraient pas déroger aux mesures obligatoires.

« C'est un texte de loi contraignant et nos Etats membres doivent décider de leurs priorités et l'une des priorités est d'investir dans les bâtiments existants, de les rendre plus efficaces », a expliqué M. Oettinger à la presse.

Toutefois, conformément à cette proposition, la seule obligation pour les Etats membres en ce qui concerne les bâtiments est la rénovation de 3 % de tous les bâtiments occupés et possédés par les gouvernements centraux avec une surface utile totale de plus de 250 mètres carrés. Dans certains pays, seuls quelques bâtiments sont concernés, 37 en Allemagne, par exemple.

En plus de cette mesure, les Etats membres ont accepté de s'engager à établir des feuilles de routes à l'horizon 2050 pour la rénovation de la quasi-totalité du parc immobilier. Cela pourrait entraîner des économies substantielles, dans la mesure où les bâtiments représentent environ 40 % de la consommation totale d'énergie dans l'UE.

Les organisations écologistes restent néanmoins sceptiques face à cette mesure « bonus », dans la mesure où ces feuilles de route ne sont pas obligatoires.

« Ces mesures contribuent au cadre politique et il s'agit d'une perspective à long terme, mais ce n'est pas suffisant pour 2020. Les Etats membres les ont acceptées parce qu'ils ne devront pas les mettre en oeuvre dans un avenir proche », a commenté Erica Hope du Climate Action Network.

Où trouver l'argent

Les 27 pays de l'UE devront se conformer aux dispositions de cette directive dans les 18 mois suivant son entrée en vigueur au printemps 2014.

Bien que le principal obstacle à l'efficacité énergétique soit l'investissement initial en capitaux, M. Oettinger a assuré que les Etats membres disposaient aujourd'hui de suffisamment d'instruments pour lever les fonds nécessaires.

En adoptant la directive sur l'efficacité énergétique, l'UE a fait une offre constructive à toutes les autorités locales, aux gouvernements régionaux et aux Etats membres pour l'utilisation de plus d'argent européen que par le passé dans le but de cofinancer des investissements publics et privés pour la rénovation des bâtiments, a-t-il déclaré.

Ce devrait être une priorité dans le prochain budget de l'UE, le cadre financier pluriannuel, a-t-il ajouté.

« Je suis convaincu que nous [Commission, Parlement, Conseil] aurons pour priorité d'utiliser cet argent dans le but d'investir dans des bâtiments plus efficaces sur le plan

énergétique, ce sera une priorité », a martelé le commissaire à l'énergie. « Plusieurs bâtiments par an pourront être rénovés de notre côté dans le cadre du prochain CFP pour 2014-2020, en parallèle à nos mesures contraignantes pour 2020 », a-t-il déclaré.

Markus Trilling, spécialiste des fonds régionaux pour l'organisation verte les Amis de la Terre Europe, a expliqué que la proposition de la Commission sur le verdissement du prochain budget de l'UE avait déjà été affaiblie par le Conseil. Selon lui, les gouvernements nationaux continueront de décider de la manière de dépenser les fonds régionaux de l'UE et cet argent pourrait donc être investi dans des autoroutes, des aéroports et des incinérateurs.

Allouer les fonds européens de manière efficace

En référence aux capitaux nécessaires pour les investissements dans l'efficacité énergétique, Claude Turmes, l'eurodéputé vert qui a représenté le Parlement européen lors des négociations tripartites, a déclaré que cet argent ne devrait pas être considéré comme un coût, mais plutôt comme une méthode de « préfinancement » pour éviter les coûts liés aux importations d'énergie et à l'augmentation du prix du pétrole.

Les importations énergétiques coûtent plus de 400 milliards d'euros par an à l'UE, selon les chiffres de la Commission.

M. Turmes a donné l'exemple de l'Espagne, l'une des économies européennes les plus inefficaces et dépendantes du pétrole selon lui. Il a affirmé qu'au cours de la dernière décennie, le pays avait dépensé moins de 0,3 % de ses fonds structurels pour l'efficacité énergétique.

Le commissaire Oettinger s'est toutefois montré plus optimiste sur la manière dont le marché évoluerait à l'avenir. Il a expliqué que l'Europe était sur la bonne voie en matière de financement de l'efficacité.

« Les décideurs politiques ont élaboré des mesures contraignantes. Mais l'énergie est un secteur d'investissement à long terme et tout le monde a besoin d'une sécurité de planification à long terme, nous avons donc lancé le débat sur les feuilles de route énergétiques », a-t-il expliqué, en référence à la feuille de route 2050 sur la rénovation qui vise à réduire la consommation d'énergie de 80 %.

Jouer avec les pourcentages

La directive sur l'efficacité énergétique était supposée être le principal outil de l'UE pour atteindre son objectif d'efficacité de 20 % d'ici 2020, mais ce texte de loi ne sera pas suffisant pour y parvenir.

« La directive sur l'efficacité énergétique nous permettra d'atteindre environ 15 % et les mesures d'écoconception pour les chaudières et les chauffe-eau, ainsi que les exigences en matière d'efficacité des transports pourraient apporter 2 à 4 % d'économies supplémentaires au total, mais tout dépend du niveau d'ambition, du calendrier et de la mise en oeuvre bien sûr », a expliqué Matthieu Ballu de la Coalition for Energy Savings.

Le commissaire Oettinger pense que le secteur des transports pourra enregistrer 2,5 % d'économies, mais il n'a pas précisé quelles mesures il proposerait à cette fin. Les pour cent restants seront atteints via des ajouts aux textes existants sur la conception efficace et la qualité des produits, comme les directives sur l'écoconception et le label écologique.

Le reste de l'objectif sera aux mains du marché, a-t-il ajouté. « Avec certains instruments supplémentaires fondés sur le marché, nous pourrions combler l'écart [...] Une concurrence entre les Etats membres sera cruciale pour mieux consommer l'énergie de manière plus efficace et avec une consommation réduite », a précisé M. Oettinger.

Oettinger: Investment in building renovations is a priority

Published 19 June 2012

The European Union's next budget should focus more on the energy-efficient renovation of buildings, European Commissioner for Energy Günther Oettinger said after member states officially agreed on the EU's intensely negotiated Energy Efficiency Directive.

Speaking after the 16 June meeting of energy ministers in Luxembourg, which marked the official deal on the Energy Efficiency Directive, Oettinger warned member states that there will be no ways of getting around the new compulsory measures.

"This is a binding legislation and our member states have to decide on their priorities, and a priority is to invest in existing buildings, to make them more efficient," Oettinger told reporters.

However, under the proposal, the only obligation for member states regarding buildings is the renovation of 3% of all central government owned and occupied buildings with a total usable floor area exceeding 250 meters squared. In some countries, this narrows down the scope of the directive to only a few buildings – in Germany, to around 37 in total.

To top this measure, member states agreed as a compromise to also commit to 2050 roadmaps for the energy-efficient renovation of almost the entire building stock. This could trigger substantial savings, since buildings represent around 40% of the EU's total energy use.

But green groups were skeptical about this "bonus" measure, because the roadmap is not compulsory.

"It contributes to the framework and it is a long-term outlook but it is not strong enough for 2020. Member states agreed to them because they don't have to implement these roadmaps too soon," said Erica Hope of Climate Action Network Europe. Where to tap the money

The 27 EU countries will have to comply with the provisions of this directive within 18 months from its entry into force, in spring 2014.

Whilst the main obstacle in the way of energy efficiency is the initial capital investment needed, Oettinger said member states now have enough instruments available to start tapping the necessary money.

Through the adoption of the Energy Efficiency Directive, the EU has given a "good constructive offer" to all local authorities, regional governments and member states to use European money "more than in the past" to co-finance public and private investments in renovating buildings, Oettinger said.

This should be a priority in the EU's next budget, or multi-annual financial framework, he added.

"I am sure we [Commission, Parliament, Council] have a prior-

ity to use this money for investment in more energy efficient buildings – this is an upcoming priority," the energy commissioner said. "Some buildings a year can be delivered from our side in the next MFF 2014-2020 just in time, just in parallel with our now binding measures for 2020," Oettinger said.

Markus Trilling, who specialises in regional funds for green group Friends of the Earth Europe, said the Commission's proposal on greening the EU's next budget has been already watered down by the Council and that much of the power over how to spend EU regional funds is set to remain with national governments, triggering fears that much of the EU money will continue to be "poured into highways, airports and incinerators". Channelling EU funds 'efficiently'

Referring to the initial capital needed in energy efficiency investments, Claude Turmes - the Green MEP who represented the European Parliament in the negotiations between the Council, Parliament and Commission - said the money should not be seen as cost, but as "pre-financing" method needed to avoid costs associated to higher energy imports and increasing oil prices.

EU energy imports costs were more than €400 billion last year, Commission figures show.

Turmes gave as example Spain, calling it one of Europe's "most inefficient and oil-dependent economy," saying that in the past decade, it has spent less than 0.3% of its structural funds for efficient energy use.

But commissioner Oettinger was more optimistic about how the market will move in the future. He said Europe was "really on a good way" to financing energy efficiency.

"Politicians made binding measures. But energy is a long-term investment sector and everyone needs long-term planning security - so we started this debate on energy roadmaps," he said, referring to the 2050 renovation roadmap that aims to reduce energy use by 80%.

Playing with percentages

The Energy Efficiency Directive was supposed to be the EU's main tool to achieve its 20% energy efficiency target by 2020, but the law fell short of that initial goal.

"The Energy Efficiency Directive would bring us to about 15%, and the eco-design measures for boilers and water heaters and the transport efficiency requirements could deliver some 2% to 4% additional saving in total, depending on their level of ambition, timing and quality of implementation of course," said Matthieu Ballu of the Coalition for Energy Savings.

Commissioner Oettinger said he expected 2.5% of savings to be delivered by the transport sector, but gave no indication as to what measures he will propose in this respect. The remaining percentage, he said, will be reached by additions to already existing legislation on the energy-efficient design and quality of products, such as the Eco-design or Eco-label directives.

He left the remaining responsibility for the 20% target to the market. "With some additional market-based instruments, we can close the gap. ... An internal competition between member states now is key to consume better energy, with more efficiency and less consumption," Oettinger said.

GREEN FORUM 2012

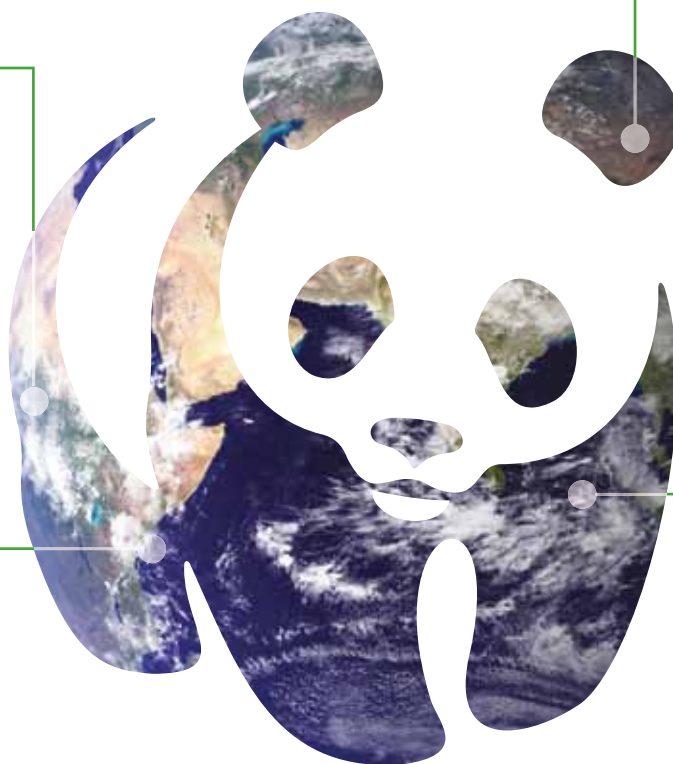


1973

année de la création du bureau français du WWF

87

salarié(e)s du WWF France engagé(e)s au quotidien pour offrir aux générations futures une planète vivante



5 000

bénévoles actifs en France métropolitaine et ultra-marine

190 000

donateurs du WWF France au 1^{er} novembre 2011

RETROUVEZ-NOUS SUR

le site internet wwf.fr
la communauté planete-attitude.fr
la fan page www.facebook.com/wwffrance
et suivez nos actus sur Twitter [@wwffrance](https://twitter.com/wwffrance)



SMARTPHONE

Toute l'actualité du WWF France tient dans ce code



Notre raison d'être

Arrêter la dégradation de l'environnement dans le monde et construire un avenir où les êtres humains pourront vivre en harmonie avec la nature.

www.wwf.fr